

Agriculture | Zones défavorisées en Béarn: vers un plan B ?



Après avoir participé jeudi à Lourdes (Hautes-Pyrénées) au 52ème Congrès national des Jeunes Agriculteurs, Stéphane Travert, le Ministre de l'Agriculture et de l'alimentation a participé à une table ronde avec les professionnels et des parlementaires béarnais sur le sujet des zones défavorisées. Une table ronde organisée à son initiative au cours de laquelle Guy Estrade, Président de la Chambre d'agriculture, Pierre Moureu, Président du comité territorial Béarn, Bernard Layrolle, Président FDSEA 64, et Iban Pebet, Président des JA 64 ont obtenu un engagement politique sur les communes « oubliées » de la nouvelle cartographie des zones défavorisées. Pour autant la méfiance des agriculteurs reste de mise.

En fin d'après-midi, ce jeudi 7 juin, la réunion était prévue pour 1 heure, elle aura duré plus du double. « Ca a été dur et intense. Mais nous avons pu vider notre sac et montrer notre colère et notre exaspération à voir le gouvernement choisir de classer en zones défavorisées des plaines fertiles au détriment de coteaux arides et accidentés. », commentait à la sortie Bernard Layrolle visiblement essoré par la rencontre.

Un échange difficile qui n'aura pour autant pas été vain. « Nous avons obtenu un engagement politique avec un calendrier pour permettre un rattrapage sur tous les territoires qui le méritent sur le département. La carte des zones défavorisées n'évolue plus mais 9 communes de piémont vont être réexaminées pour être classées en zone de montagne totale ou partielle. Nous remonterons l'ensemble des éléments nécessaires avant la fin juin pour avoir du concret, c'est à dire des mesures liées à l'investissement et au fonctionnement sur les exploitations, en septembre. Il y a un engagement du Ministre à abonder de nouvelles enveloppes. » « Nous avons réussi à dégager de nouveaux outils que certains de ces territoires auraient du mériter depuis 30 ans. Nous entendons qu'ils soient validés d'ici l'automne », insiste Guy Estrade.

"On continue le combat!"

Problème pour l'heure aucun montant n'est encore même envisagé, ni l'éventuelle durée d'un tel dispositif. La méfiance est donc encore de mise. « Nous n'avons ni calendrier ni montant. Or on veut des résultats concrets ! On continue le combat pour les éleveurs sur le terrain qui perdent les aides mais aussi pour les jeunes qui voudraient s'installer sur ces territoires. Dans notre tête on n'est pas passé au vert ! », s'agace Iban Pebet.

« Ce que l'on constate, glisse amer Pierre Moureu, c'est bien qu'il n'y avait aucun plan B réfléchi par l'administration. Ça fait 18 mois qu'on se bat, et ce n'est qu'aujourd'hui que l'on est parvenu à décortiquer un éventuel plan B. En jeu il y a les 1500 exploitations qui ont perdu les compensations de handicap naturel et plus de 700 autres qui auraient mérité d'y être incluses », rappelle-t-il. .

Quant aux moyens de pression des agriculteurs sur le Ministère, Bernard Layre, opte pour la voie judiciaire: « S'il n'y a pas de concret en septembre, nous saisisons le Tribunal Administratif et la Cour européenne, nous avons des chances de ce côté-là... En tout cas, tant qu'il n'y a rien de signer, il n'y aura pas de « Hourra ! » ».

Le ministre de l'agriculture, Stéphane Travert poursuit aujourd'hui son séjour dans le Sud Ouest, auprès des acteurs landais.



Solène Méhanna

Credit Photo : AQUI

Publié sur aqui.fr le 08/06/2010

[Url de cet article](#)